



En hausse

NISSAN – Le constructeur automobile japonais a indiqué, jeudi 28 juin, qu'il allait embaucher mille ouvriers supplémentaires dans son usine du Mississippi, dans le cadre de l'accroissement de sa production aux États-Unis. Il y détient une autre usine dans le Tennessee.



En baisse

LE VIETNAM – L'économie vietnamienne a enregistré au premier semestre une croissance de 4,38 %, son plus bas niveau depuis trois ans, alors que le gouvernement privilégie la lutte contre l'inflation, selon les chiffres diffusés, le 29 juin, par le département des statistiques.

Les cours du jour

(29/06/12, 09 h47)

EURO	1 euro	1,258 dollar (achat)
OR	Once d'or	1 558,5 dollars
PÉTROLE	Light Sweet Crude	79,79 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	2,7 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	1,64 (à dix ans)

LA CRISE DE LA ZONE EURO

Madrid et Rome forcent la main à Berlin

MM. Rajoy et Monti ont pris en otage le sommet européen pour obtenir les concessions qu'ils demandaient

►►► Suite de la première page

La soirée s'est emballée, à la grande surprise d'Angela Merkel. Les Vingt-Sept devaient surtout se mettre d'accord sur le pacte de croissance réclamé par le chef de l'Etat français comme complément au pacte budgétaire signé par son prédécesseur. Un paquet de quelque 120 milliards d'euros pour tenter de soutenir l'activité.

Il s'agissait aussi de mandater Herman Van Rompuy, président du Conseil européen, José Manuel Barroso (commission), Mario Draghi (BCE), et Jean-Claude Juncker (Eurogroupe) afin qu'ils poursuivent leurs travaux sur le renforcement de l'union monétaire, dans la foulée de la feuille de route présentée deux jours avant le sommet. Le petit groupe devra approfondir sa réflexion d'ici à octobre, autour de quatre chapitres : union bancaire, union budgétaire, union économique et démocratie.

Pour le reste, il était prévu d'attendre le déjeuner des dirigeants de la zone euro vendredi, avant que la chancelière ne parte défendre devant le Bundestag la ratification du MES.

Détermination

C'était sans compter sur la détermination de MM. Monti et Rajoy. Pour obtenir gain de cause, le président du conseil italien et le président du gouvernement espagnol n'ont pas hésité à jouer un petit tour au président français, leur allié du jour face à M^{me} Merkel : prendre en otage son pacte pour la croissance.

Pour l'anecdote, on retiendra que la conférence de presse de la chancelière, prévue jeudi soir pour vanter l'accord sur ledit pacte, a été annulée en extremis. Au moment précis où Mario Balotelli inscrivait le deuxième but de l'Italie dans la demi-finale de l'euro, précipitant l'élimination de l'Allemagne. Tout un symbole de la détermination des pays du Sud...

Beau joueur, M. Hollande a affirmé un peu plus tard dans la soirée que MM. Monti et Rajoy l'avaient prévenu : « Je comprends leur position », a dit le chef de l'Etat. « Pour



Le président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, le président français, François Hollande, le président du conseil italien, Mario Monti et la chancelière allemande, Angela Merkel, à Rome, le 22 juin. INSIDE/PANORAMIC

eux, les mesures de stabilité doivent être prioritaires, avant toute considération. »

Les discussions ont duré jusqu'à l'aube. Car l'Allemagne ne voulait pas entendre parler des demandes de l'Espagne, et encore moins de l'Italie. Au départ, M. Monti souhaitait voir la BCE racheter de la dette italienne sur les marchés, avec la garantie des fonds de secours. Une suggestion rejetée par Francfort et Berlin, au nom des traités européens qui empêchent tout financement monétaire d'un Etat de la zone euro.

« Si nous ne voulons pas que la BCE intervienne, il faut avoir un autre mécanisme », a plaidé M. Hollande. En guise de compromis, l'in-

tervention des fonds de secours, dont les moyens cumulés restent inchangés à 800 milliards d'euros, sera plus souple. Elle ne sera possible, en l'absence de programme d'assainissement, que si le pays concerné est vertueux. Et respecte les règles communes de discipline.

Les marchés saluent cette bouffée d'air frais

La bouffée d'air accordée par l'Europe à Madrid et Rome a agréablement surpris les marchés financiers. Conséquence, les taux d'intérêt exigés pour financer les dettes espagnole et italienne baissent considérablement vendredi 29 juin au matin : les rendements des

Après l'urgence, M. Hollande a profité de la soirée pour donner sa vision du renforcement de l'Union monétaire. Pour lui, la « zone euro ne peut pas rester dans l'état où elle est », sans union bancaire ni union budgétaire. Est-il favorable à des transferts de souveraineté, com-

emprunts espagnols à dix ans diminuaient d'un demi-point, à 6,32 %, tandis que les titres italiens repassaient bien en deçà des 6 %, à 5,74 %. Même euphorie sur les Bourses : à l'ouverture, les places de Madrid, Rome et Paris gagnaient respectivement 4,12 %, 3,09 % et 3,11 %.

me le demande M^{me} Merkel ? « La France est pour une intégration solidaire », a lancé le président français, « plutôt à dix-sept qu'à vingt-sept ».

S'il imagine la création d'un trésor européen capable de gérer une mutualisation de la dette, le président concède : « Nous n'en sommes pas encore là. » A chaque étape d'intégration doit, aux yeux du chef de l'Etat, correspondre un élément de solidarité. Avant de lancer une ultime pique à M^{me} Merkel : l'union politique chère à la chancelière allemande « n'a pas de contenu pour l'instant ». ■

DAVID REVAULT D'ALLONNES
ET PHILIPPE RICARD
(À BRUXELLES, BUREAU EUROPÉEN)

Le pacte pour la croissance

Il représente un total de 120 milliards d'euros. **Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement** : 10 milliards d'euros, pour générer quelque 60 milliards d'euros de prêts.

Réallocation de subventions européennes non engagées et destinées aux régions les plus pauvres : 55 milliards d'euros.

Lancement d'un projet de pilotage d'emprunt européen pour financer des infrastructures : 5 milliards d'euros.

La crise de la zone euro a mis au grand jour les déséquilibres du reste du monde

DIX-NEUF sommets européens de crise et, au final, une esquisse de solution pour faire « tomber la fièvre » comme le réclamait le président américain Barack Obama... Les avancées de la réunion des jeudi 28 et vendredi 29 juin offriront une bouffée d'air à l'Europe, mais seront-elles suffisantes pour calmer le reste du monde ?

Depuis plusieurs semaines, avec diplomatie ou brutalité, inquiétude ou exaspération, les dirigeants politiques à Washington, Brasilia, Pékin, Londres ou Bombay, ont fait de la crise des dettes souveraines « la » responsable, du ralentissement de l'économie mondiale.

Obeissant à une sorte d'effet papillon, qui veut que le battement d'une aile de cet insecte au Brésil peut provoquer une tornade au Texas, la récession en zone euro – ajoutée à l'incapacité des gouvernants à l'endiguer – serait la cause du coup de frein de l'économie américaine comme de l'atterrissage en douceur de la Chine ou de la contraction de l'activité britannique.

En avril, le Fonds monétaire international (FMI), il est vrai, mettait en évidence les dangers d'une aggravation de la crise de l'Union monétaire sur la reprise globale. Avec une progression du Produit intérieur brut (PIB) mondial estimée à 3,5 % cette année, après 3,9 % en 2011 et 5,3 % en 2010, l'organisation de Washington est aujourd'hui plus optimiste que la plupart des économistes.

Depuis quelques jours, Deutsche Bank, Natixis, Citigroup revoient leurs chiffres à la baisse. Objectif : « refléter la détérioration de la situation en zone euro », expliquent les équipes de Citigroup pour qui le PIB mondial ne dépassera pas 3 % en 2012 en parité de pouvoir d'achat (2,6 % en chiffres bruts).

L'Union monétaire prend ainsi des allures de coupable idéal. « Il est toujours bien pratique de faire porter la responsabilité aux autres », note Guillaume Menuet, économiste chez Citigroup, rappelant que l'Europe ne s'était pas privée d'accuser les États-Unis de tous les maux lors de la crise des

« subprimes » en 2007-2008.

La crise en zone euro, peut, de fait, difficilement expliquer les déséquilibres mis au jour depuis six mois dans les différentes parties du globe.

En Chine, les économistes imputent, notamment, le ralentissement de l'économie au contre-coup de la bulle immobilière et du

Pour Washington, Brasilia, Pékin..., la crise des dettes souveraines est « la » responsable du ralentissement mondial

crédit post-2008. La République populaire doit changer de modèle et « la demande intérieure n'est pas encore d'assez grande taille pour compenser la faiblesse des exportations », écrivent les experts de Natixis. En Inde, ces derniers pointent les « goulots d'étranglement

du marché du travail. » Au Brésil : la politique monétaire trop restrictive et en Russie la dégradation des finances publiques. La zone euro n'a pas grand-chose à voir avec ça.

Quant aux États-Unis, les économistes s'inquiètent de « la faiblesse fiscale » : le terme décrivant la fin programmée, en 2013, des avantages fiscaux datant de l'ère Bush. Un manque à gagner significatif pour l'économie, représentant entre 4 % et 5 % du PIB, disent-ils.

Si rien n'est fait, la reprise américaine, encore hésitante, incapable de résorber le chômage, pourrait être compromise. Là encore, l'Europe n'y est pour rien. D'autant que les États-Unis ont une économie relativement protégée des chocs externes car leur PIB dépend pour plus des deux tiers de la consommation intérieure.

Pour autant, les attaques envers la zone euro ne sont pas injustifiées. « La crise des dettes souveraines n'est pas le seul facteur du ralentissement mondial, mais c'est le principal », estime Peter Hopper, économiste à la Deutsche Bank à

New York, attristé par les atermoiements politiques des dix-sept.

La crise de l'euro se diffuse dans les différentes parties du globe de façon directe ou plus sinueuse, précise Ludovic Subran, chez Euler Hermes.

Le premier canal est celui du commerce mondial. Un cinquième (18,9 %) des exportations du Brésil, 15,3 % de celles des États-Unis et 30,5 % de celles de la Russie sont destinées à la zone euro, explique-t-il. La récession attendue au sein de l'Union monétaire se traduit donc mécaniquement par de moindres débouchés pour l'industrie de ces pays.

La baisse du prix des matières premières, liée à la moindre demande des pays de la zone euro, pénalise les pays émergents, comme le Brésil.

Mais l'effet le plus délétère est le stress financier que provoque cette crise sans fin. Les banques européennes, mises à mal, rapatrient leurs actifs dans leur pays d'origine, privant des régions entières de flux financiers et de crédits pour alimenter les

entreprises et les ménages.

En 1931, déjà le repli sur soi des banques américaines après la crise de 1929 avait provoqué des faillites bancaires en Autriche et en Allemagne, rappelle Michel Aglietta, professeur à Paris-X Nanterre. On connaît la suite.

Enfin, s'ajoute à cela, la « cristallisation des peurs », selon Guillaume Menuet chez Citigroup qui paralyse les chefs d'entreprise, angoisse les ménages, et déstabilise les investisseurs.

De quoi miner l'économie mondiale. Jusqu'où ? M. Aglietta, redoute le pire. Avec une consœur américaine, l'économiste a fait des simulations. Résultat : « Si la zone euro tombait dans un trou, indique-t-il, avec une récession de l'ordre de 2 % à 3 % l'an, les États-Unis pourraient enregistrer une croissance nulle, la Chine de 7 % seulement et les pays émergents d'Amérique latine et d'Asie hors Chine de 0 % à 0,4 % ». Seule une action massive de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine, dit-il, permettrait de limiter les dégâts. ■

CLAIRE GATINOIS

LA CRISE DE LA ZONE EURO

Les emplois publics en Grèce ont baissé de près de 100 000 depuis 2009

En 2011, 14 348 embauches ont eu lieu dans la fonction publique, au lieu des 8 000 autorisées

Athènes
Correspondance

La Grèce continue de compter ses fonctionnaires. Le ministère de la réforme administrative a publié, jeudi 28 juin, un communiqué démentant avoir violé les accords avec la « troïka » (Banque centrale européenne, Fonds monétaire international, Commission européenne) pour réduire la fonction publique. Ce démenti vient après la publication, par l'hebdomadaire *To Vima*, d'un rapport non daté de cette même « troïka » faisant état d'embauches injustifiées (*Le Monde* du 26 juin).

Le rapport révisé de la « troïka », dont *Le Monde* a eu connaissance, réduit l'ampleur de ces embauches. Depuis 2009, le nombre de salariés publics aurait ainsi été réduit de près de 100 000.

Mais, surtout, cette bataille de chiffres conduit à une plus grande transparence et permet de se faire une idée plus précise du nombre de fonctionnaires et, au-delà, de salariés du secteur public. Même si des zones d'ombre subsistent.

Dans le rapport de la « troïka », le nombre de salariés du secteur public est estimé, fin avril, à 780 175 personnes, en incluant les salariés d'entreprises publiques. Ils étaient 876 732 en 2009, 846 569 en 2010 et 787 727 en 2011. Cela représente une baisse de 96 557, depuis 2009. La « troïka » prévoit d'atteindre le chiffre de 770 481 salariés dans le secteur public fin 2012 et de 722 467 fin 2015.

Le nombre de fonctionnaires, stricto sensu, est de 639 281, contre 692 907 fin 2009. Le rapport s'intéresse particulièrement à une catégorie étrange, baptisée « autre personnel », qui comprend les gens travaillant pour l'Etat sans être fonctionnaires. Ils étaient près de 100 000 en 2009 – représentant un huitième de la fonction publi-

que –, ils ont été ramenés à 71 649 en avril. Cette catégorie fourre-tout comprend pour l'essentiel des employés à durée déterminée, des « nominations politiques » et des élus. C'est cette catégorie qui a été la plus touchée par les réductions d'effectifs (-28 % depuis 2009). Les effectifs des entreprises publiques ont baissé, eux, de 18 %.

En 2011, le nombre d'embauches dans la fonction publique a été révisé à 14 348, au lieu des 16 711 qui figuraient dans la première version de la note de la « troïka ». Le nombre de recrutements autorisés, selon la règle du remplacement d'un fonctionnaire sur cinq partant à la retraite, était de 8 000.

« Il y a beaucoup de "petites fenêtres" qui permettent d'échapper à la règle »
Le rapport de la « troïka »

La « troïka » ramène le chiffre des embauches en excès à 1 626, en tenant compte d'exceptions et d'ajustements qui sont légaux. Mais elle souligne « la difficulté des contrôles » : « Le problème avec la loi grecque est qu'il y a beaucoup de "petites fenêtres" qui permettent d'échapper à la règle », relève-t-elle.

En notant les « progrès significatifs » réalisés en deux ans par l'administration grecque pour recenser ses salariés, la « troïka » pointe encore des zones d'ombre.

« Les entreprises municipales sont considérées comme une source importante d'emplois, mais il n'y a pas de données », dit-elle. En conséquence, les données d'emploi public de cette note restent sous-estimées. »

La Grèce n'en a donc pas fini de compter ses fonctionnaires. ■

ALAIN SALLES

Le départ de Jean-Bernard Lévy préfigure un virage stratégique chez Vivendi

Le périmètre du groupe devrait être redessiné. L'action a gagné plus de 5 % jeudi

Coup de théâtre à la tête de Vivendi : la maison mère de Canal+ et SFR a perdu son patron, Jean-Bernard Lévy, président du directoire depuis sept ans. Il part « suite à une divergence sur l'évolution stratégique du groupe », selon un communiqué, publié jeudi 28 juin, à l'issue d'un conseil de surveillance réuni en urgence.

Arrivé en 2002, alors que le groupe français de médias et de télécommunications était au bord de la faillite, suite aux excès du précédent président, Jean-Marie Messier, c'est lui qui, avec Jean-René Fourtou, le président du conseil de surveillance, a été l'artisan du redressement. Et des rachats : l'éditeur de jeux vidéo Activision, en 2007, l'opérateur téléphonique brésilien GVT en 2010, la partie de SFR que détenait encore Vodafone, en 2011.

Ce départ fait une victime collatérale : Michel Combes, débauché par M. Lévy de Vodafone. Il devait prendre la tête de SFR le 1^{er} août. « Il a jeté l'éponge quand il a su que M. Lévy partait », selon un proche du dossier.

Les intérimaires seront assurés par Jean-François Dubois, l'actuel secrétaire général de Vivendi, qui remplacera M. Lévy, et par Stéphane Roussel, le DRH de Vivendi, qui ira chez SFR. Ces événements surviennent à un moment délicat pour SFR, qui doit présenter, mardi 3 juillet, un plan de réduction des coûts. Les syndicats craignent jusqu'à 1 000 suppressions d'emplois (sur un total de 10 000).

L'opérateur a déjà perdu son PDG, Frank Esser, en mars, sanctionné pour n'avoir pas suffisamment anticipé l'arrivée de Free Mobile. M. Esser avait été remplacé par M. Lévy, en attendant l'arrivée de M. Combes.



Jean-Bernard Lévy, lors d'une assemblée générale de Vivendi, le 19 avril, à Paris. PIERRE VERDY/AFIP

M. Lévy défendait le maintien de la holding (le fait que Vivendi coiffe des filiales ayant peu de synergies) alors que M. Fourtou avait commencé de remettre en cause ces derniers mois.

Non pas qu'il y ait une urgence : Vivendi ne va pas mal (résultat opérationnel de 1,6 milliard d'euros au premier trimestre). Mais ses dirigeants, M. Fourtou en tête, sont « obsédés », selon un proche, par le cours de Bourse, qui oscille entre 12 et 14 euros, par rapport à son niveau d'il y a dix ans. Le moment du départ de M. Messier.

La pression des investisseurs pour que le périmètre du groupe bouge est forte. Jusqu'à la mi-juin, l'entourage de MM. Fourtou et Lévy assurait que les deux dirigeants travaillaient de concert. Il faut croire qu'au cours du séminaire du week-end du 22 juin, où ont

été mises sur la table les options stratégiques pour Vivendi, et au cours duquel s'est tenu un conseil de surveillance, les divergences sont apparues trop fortes.

Stratégie « mal comprise »

« Il y a trois options, explique un proche du dossier. Soit on garde la holding, on vend juste des activités périphériques comme Maroc Telecom ou Activision Blizzard. Soit on garde la holding, mais on sépare plus franchement les télécoms des médias, en les cotant séparément par exemple. Soit on choisit un seul métier, télécoms ou médias, et on utilise le produit de la cession de l'un pour développer l'autre. »

« Le conseil de surveillance est allé dans une direction qui n'était pas celle de M. Lévy », estime cette source, proche de M. Fourtou.

Pour l'instant, rien n'a filtré de cette direction stratégique.

Le départ de M. Lévy a fait bondir le cours de l'action Vivendi : +5,54 %, jeudi, à 14,19 euros. « C'est une bonne nouvelle, selon Stéphane Beyazian, du courtier Raymond James. Cela prouve que M. Fourtou a décidé de s'attaquer à la sous-valorisation du groupe liée en partie à son exposition aux activités télécoms. Et aussi à la stratégie de M. Lévy qui a été mal comprise, notamment le fait qu'il a payé un prix trop élevé pour monter à 100 % de SFR. » Dans une note publiée jeudi, Claudio Aspesi, analyste chez Bernstein Research, estime que « l'absence de patron chez SFR facilite une séparation entre télécoms et médias. » ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

Lire la chronique « Pertes & Profits » p. 14

Afin de séduire les compagnies américaines, Airbus va s'installer aux Etats-Unis pour y produire des A320

Le site d'assemblage, situé en Alabama, sera le quatrième dans le monde pour ce type d'avions

Après avoir longtemps hésité, Airbus semble cette fois bel et bien décidé à implanter sur le sol américain une usine d'assemblage de l'A320, son modèle le plus vendu. Il est prévu que Fabrice Brégier, président exécutif de l'avionneur européen, se pose à Mobile, en Alabama, lundi 2 juillet, pour annoncer la création de cette usine. Au même moment, les partenaires sociaux d'Airbus seront réunis à Toulouse, au siège de l'avionneur, pour un comité central d'entreprise européen.

Jeudi 28 juin, tant chez Airbus que chez EADS, maison mère de l'avionneur, on se refusait à confirmer l'annonce de la création de cette usine, qui serait le quatrième site d'assemblage des A320, après ceux de Toulouse, d'Hambourg, en Allemagne, et de Tianjin, en Chine. « Aucune décision finale n'a été prise. C'est de la pure spéculation », a déclaré Tom Enders, le nouveau président exécutif d'EADS.

Il n'empêche. Même si une annulation de dernière minute est toujours possible, chez EADS, on reconnaît qu'Airbus a, au minimum, obtenu le feu vert de sa maison mère pour aller prendre pied aux Etats-Unis.

Pour s'implanter à Mobile, Airbus a prévu d'investir de 500 à 600 millions d'euros. Un montant très éloigné des 8 milliards d'euros (4 en France et 4 en Allemagne) déboursés depuis dix ans pour développer l'A380, son dernier gros-porteur long-courrier.

L'usine devrait entrer en service d'ici trois à quatre ans, avec une

cadence de production de huit A320neo par mois. Puis vingt en rythme de croisière.

Pour l'avionneur européen, les perspectives sont alléchantes. Airbus veut prendre sa part de l'énorme marché du renouvellement des compagnies américaines. Aux Etats-Unis, au cours des vingt ans à venir, elles devront remplacer pas moins de 4 000 avions arrivés en bout de course.

Au plus près de ses clients

Ces dernières années, Airbus a pris 50 % du marché des avions monocouloirs dans le monde grâce au succès de son A320neo. Sauf aux Etats-Unis, où sa part de marché est inférieure à 20 % face à la toute puissance du rival américain Boeing.

Selon les prévisions des avionneurs, les moyen-courriers, Airbus A320 et Boeing 737, représenteront 70 % des 26 000 commandes d'avions neufs, d'ici à 2030.

A lui seul, le marché américain devrait absorber 40 % de ces ventes. Il suffirait à Airbus d'augmenter sa part de marché de 10 % aux Etats-Unis pour que son investissement soit rentable.

Eurocopter, autre filiale d'EADS, s'est installée outre-Atlantique en 2004 et, depuis, sa part de marché y a doublé.

Fabrice Brégier a toujours milité pour créer cette tête de pont sur le sol américain. Déjà en 2008, Airbus avait choisi le site de Mobile quand il avait décroché, avant d'en être finalement privé au bénéfice de Boeing, le gigantesque appel d'of-

fres des avions ravitailleurs. Une commande du Pentagone de 179 appareils évaluée à 30 milliards de dollars (23,8 milliards d'euros).

Pour le patron d'Airbus, produire aux Etats-Unis présente deux avantages : être au plus près de ses clients, mais aussi offrir à l'avionneur européen un peu de l'identité américaine indispensable pour séduire les compagnies aériennes locales face à Boeing.

Favorable, lui aussi, à la créa-

tion d'une usine aux Etats-Unis, quand il était encore le patron d'Airbus, Tom Enders y semblait plus réticent une fois devenu, fin mai, le président exécutif d'EADS en remplacement de Louis Gallois.

En interne, tant chez Airbus que chez EADS, on admet que cette aventure américaine est aussi le moyen pour M. Brégier de marquer son territoire et de s'affirmer comme le patron d'Airbus. ■

GUY DUTHIEL

STEINER
DUVIVIER
BUROV
DIVA
COLLINS & HAYES
STRESSLESS
ANDRÉ RENAULT
BULTEX
DUNLOPILLO
ÉPÉDA
SIMMONS
SEALY
SWISS CONFORT
TEMPUR
TRÉCA
GAUTIER

PARIS 15^e

Votre intérieur a son espace

Sur 6 niveaux : canapés, canapés-lits, fauteuils Club et de relaxation
Sur 500 m² : exclusivités Grand Litier (litterie fixe et de relaxation)
Sur 600 m² : séjour, salle à manger, bibliothèque, bureau, rangement, dressing, studio chambre adultes et juniors

Espace Topper
CANAPÉS, LITERIE, MOBILIER : 3 000 M² D'ENVIES !
71/77 - M^e BOUCAUT - P. GRATUIT
A Paris depuis 1926
Canapés : 63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40
Litterie : 66 rue de la Convention, 01 40 59 02 10
Mobiliers Gautier : 147 rue St-Charles, angle 58 rue de la Convention, 01 45 75 02 81

SOLDES

www.topper.fr

EMMANUEL KHÉRAD
18h10 - Escale Estivale
samedi et dimanche

Retrouvez **Le Monde** et ses choix culturels le samedi à 18h55

franceinter.fr